



Mairie de Claix

Place Hector Berlioz – 38640 Claix
04 76 98 15 36 – Fax 04 76 98 82 81
www.ville-claix.fr

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 6 JUILLET 2023

PRESENTS : M. Christophe REVIL- Maire, Adjoints : Mme. MN. STRECKER ; M. P. ROUSSET ; Mme. B. BERTHON ; M. Y. PASDRMADJIAN ; Mme. S. ALPHONSE ; M. JL. BOUCHAUD ; Mme. S. IMBERT ;
Conseillers municipaux : Mme. C.RANGOD ; Mme. M. BRUN ; Mme. M. TROUILLEAU ; M. R. DA SILVA ; M. R. KELLER ; Mme V. VERMAST ; Mme J. GIRAUD ; M. F. GIRARD ; Mme. A. CHIANTIA ; M. S. MOREL ; M. F. GUITTON ; M. D. CAIROLA ; Mme. I. COMTE DELPLACE ; M. L. MARTIGNAGO ; M. M. BRUN PICARD ; Mme. I. MOFFELEIN.

ABSENTS :

POUVOIRS : M. M. PELLOUX PRAYER à M. P. ROUSSET ; M.J. TOMASINO à M. JL. BOUCHAUD ; Mme A. BOUCHET à Mme S. ALPHONSE ; Mme. M.MURIDI à Mme. MN. STRECKER ; Mme. L. FINET à Mme. A. CHIANTIA.

Quorum (15): atteint (23 présents)

Désignation d'un secrétaire de séance : Madame Martine BRUN

DESTINATAIRES :

Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux.
Madame Christine ROCHA- Directrice Générale des Services.

OUVERTURE DE LA SEANCE : 19H00

Après le constat des conseillers municipaux et validation du quorum, Madame Martine BRUN est nommée par le conseil municipal en qualité de secrétaire de séance.

CLOTURE DE LA SEANCE : 20H11

Date de publication : 03 octobre 2023

1/Éléments administratifs

Procès-verbaux du conseil municipal: du 09/06/2023. Voté : l'unanimité (29 votants)

Décisions du maire : prise dans le cadre de ses délégations, sont présentées.

Dominique CAIROLA : Il y a un problème de libellé entre l'avenant 1 et l'avenant 2, ou dans les additions. L'avenant 1 parle d'une mission de maîtrise d'œuvre ?

Christine ROCHA : Les décisions du Maire ont été déposées en Préfecture, nous n'avons pas eu de retour nous signalant un problème. Mais nous regarderons.

Christophe REVIL : Lors de notre dernière séance je faisais part au conseil d'une information pour laquelle j'avais bien pris soin de demander de rester discret, sur la naissance de 3 oisillons dans les falaises de Comboire ... un secret indispensable à la protection de cette espèce protégée pour éviter qu'elle soit dérangée à un moment crucial pour la survie des petits rapaces. Vous avez décidé de rendre, dans votre dernière tribune, cette information publique. Cela est de votre responsabilité, mais me servira de leçon. Je suis un peu déçu que ceux qui me reprochent de ne pas donner des infos en fassent si mauvais usage.

Isabelle MOFFELEIN : Il y a plusieurs ENS sur la commune, nous n'avons pas précisé lequel.

Christophe REVIL : La LPO appréciera cet argument.

Signature de document :

- Feuille de présence du Conseil Municipal du vendredi 6 juillet 2023

ORDRE DU JOUR

N°	OBJET	SERVICE / RAPPORTEUR
ELEMENTS ADMINISTRATIFS		
1	Convocation conseil municipal	
2	Procès-Verbal du Conseil municipal, séance du 06 avril 2023	
3	Note de synthèse	
4	Sommaire des arrêtés et décisions du Maire pris entre le 01/06/2023 et le	
FACP		
5	Ouverture d'une autorisation de programme et de crédits de paiement pour les travaux de mise en accessibilité et sécurité incendie de l'école Jules Ferry. (Opération n° 102)	FACP/BB
6	Création d'une Commission d'Appel d'Offres et élection de ses membres	FACP/BB
RESSOURCES HUMAINES		
7	Contrat d'apprentissage	RH/BB
8	Convention service commun accessibilité	RH/BB
9	Modification du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, expertise et engagement professionnel (RIFSEEP)	RH/BB
10	Régime Indemnitaire de la Police Municipale	RH/BB
DIRECTION TECHNIQUE AMENAGEMENT ENVIRONNEMENT		
11	Etude de projet de protection contre les chutes de blocs sur la falaise du bois du Perthuis – Demande de subvention	DTAE/RDs
12	Autorisation donnée au Maire de signer la convention de rétrocession relative au projet LES HAUTS DE LA RONZY	DTAE/PR
DIRECTION ENFANCE JEUNESSE		
13	Attribution de subvention au groupe «Les Compacabanas » membre de l'association SGDF 38	DEJ/SA
DIRECTION CULTURELLE		
14	Subventions exceptionnelles aux associations œuvrant dans le domaine du patrimoine historique	CUIT/MNS
DIRECTION SPORT VIE ASSOCIATIVE EVENEMENTIEL		
15	Subvention exceptionnelle à l'association de l'établissement EREA Pierre Rabhi de Claix	SVAE/MB
16	Subvention exceptionnelle à l'association Prévention Routière de Grenoble	SVAE/MB

5/ Ouverture d'une autorisation de programme et de crédits de paiement pour les travaux de mise en accessibilité et sécurité incendie de l'école Jules Ferry. (Opération n° 102)

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2311-3 et R 2311-9, disposant que les crédits budgétaires qui concernent des dépenses d'investissement peuvent

comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) pour leur caractère pluriannuel.

La procédure des AP/CP est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. Elle permet, en dissociant l'engagement pluriannuel des investissements de l'équilibre budgétaire annuel, de limiter le recours aux reports d'investissement.

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées par délibération.

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Chaque AP comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants, ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face.

La situation des AP/CP donne lieu à un état joint aux documents budgétaires des années concernées.

PROPOSE la création d'une autorisation de programme (AP) pour les travaux de mise en accessibilité et sécurité incendie de l'école Jules Ferry.

CONSIDERE que le montant de l'opération (n°102) est estimé à 1 200 000€ TTC et que les crédits de paiement associés s'étalent sur les années 2023 à 2025.

PROPOSE à l'assemblée délibérante de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :

AP :	1 200 000 €
CP 2023 :	40 000 €
CP 2024 :	540 000 €
CP 2025 :	620 000 €

PROPOSE que le montant total des dépenses soit équilibré selon les recettes prévisionnelles suivantes :

Autofinancement :	605 000€
FCTVA :	170 000€
Subventions	425 000€

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Dominique CAIROLA : Cette APCP est une bonne chose. Le montant comprend les études nécessaires ? Comment allez-vous honorer la maîtrise d'œuvre ? Les 40 000 euros de la première année ne sont que des études ? Ne comprend pas les travaux ?

Isabelle COMTE DELPLACE : Peut-on avoir un débriefing sur la nature des travaux ?

Béatrice BERTHON : Le marché de maîtrise d'œuvre est inscrit dans les 1,2 M, c'est obligatoire. Elle représente 91,800 M euros TTC.

Christophe REVIL : Ces travaux concernent la mise en sécurité incendie et accessibilité. Vont être repris les escaliers, l'isolation de la buanderie, à venir également la mise en conformité des salles de classe avec le changement des parois latérales, et la réalisation d'un ascenseur entre le RDC et l'étage. Les sanitaires de ce bâtiment seront également revus. C'est un gros investissement, qui s'étalera sur deux exercices : l'été 2024 et l'été 2025.

Dominique CAIROLA : Pendant les congés il va faire très chaud. Cela va contraindre les gamins. Si les travaux débordent sur la rentrée, seront-ils dans des Algeco ?

Christophe REVIL : Comme nous avons l'habitude de le faire, nous nous adapterons. Aucune délocalisation n'est prévue. Tout ce qui pourra être fait en présence des élèves sera fait, et pour le reste, faisons confiance aux professionnels.

6/ Création d'une Commission d'Appel d'Offres et élection de ses membres

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1414-2 ; 1411 -5 ;

VU le code de la commande publique;

VU la délibération DEL 89/2020, portant sur « Création d'une Commission d'Appel d'Offres et élection de ses membres »

Le rapporteur RAPPELLE, au Conseil Municipal l'application des différentes directives des articles :
Selon l'article L.1414-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la commission d'appel d'offres (CAO) est l'organe chargé d'examiner les candidatures et les offres et d'attribuer les marchés dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens fixés par décret. Elle émet également un avis pour les avenants supérieurs à 5 % sur ces marchés.

Il est proposé au conseil municipal d'élire la CAO qui aura un caractère permanent, c'est-à-dire qu'elle est mise en place pour toute la durée du mandat. Il est toutefois précisé qu'il est possible d'instituer d'autres commissions d'appel d'offres au fur et à mesure de l'apparition des besoins au cours du mandat.

La composition de la commission d'appel d'offres est réglementée par l'article L.1411-5 du CGCT. Pour les communes supérieures à 3 500 habitants, il s'agit de procéder à l'élection à la représentation proportionnelle au plus fort reste de cinq membres titulaires et cinq suppléants.

Le remplacement total de la CAO n'est obligatoire que dans le cas où sa composition ne permet plus de garantir l'expression pluraliste des élus en son sein, conformément aux prescriptions de l'article L.2121-22 du CGCT.

La commission d'appel d'offres est présidée par celui qui dispose de la compétence pour signer le marché concerné.

Les membres ont voix délibérative et en cas de partage égal des voix, le président bénéficie d'une voix prépondérante.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres par le suppléant inscrit sur la même liste. En cas d'absence du président de la commission, celui-ci peut accorder une délégation ponctuelle, ou permanente, à un élu. Le bénéficiaire ne doit pas faire partie des membres de la commission d'appel d'offres.

Le délai d'envoi des convocations est fixé à 5 jours francs.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission.

Peuvent également participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation.

Un procès-verbal est dressé lors de chaque réunion. Il doit faire apparaître la motivation des décisions et chaque membre peut demander à ce que ses observations soient consignées sur ce procès-verbal.

En application des dispositions de l'article L.1411-5 du code général des collectivités territoriales publics relatif à la composition des commissions d'appel d'offres des collectivités territoriales, le conseil municipal procède à l'élection de membres titulaires et suppléants qui siégeront en la commission d'appel d'offres à caractère permanent.

Détermination du nombre de sièges :

Liste majorité : 4

Liste opposition : 1

CONSIDERANT que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le président est l'autorité habilitée qui dispose de la compétence pour signer les marchés publics ou son représentant.

CONSIDERANT La nécessité de désigner de nouveaux membres, afin que la commission soit réputée complète dans sa composition

Le Rapporteur PROPOSE de procéder à la désignation, comme suit :

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
N°1	Mme Béatrice BERTHON	Mme Sandrine IMBERT
N°2	Mme Sylvie ALPHONSE	M Raphaël DA SILVA
N°3	M Patrick ROUSSET	Mme Josiane GIRAUD
N°4	M Yannick PASDRMADJIAN	M Luc MARTIGNAGO
N°5	M Dominique CAIROLA	Mme Isabelle COMTE DELPLACE

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Luc MARTIGNAGO : Trouver un suppléant étant seul est compliqué. Je souhaiterais pouvoir participer.

Christophe REVIL : Isabelle Comte Delplace ou Dominique Cairola souhaitent-ils céder leur place ?

Isabelle COMTE DELPLACE : Non.

Christophe REVIL : Martine Brun est-elle d'accord pour céder sa place de suppléante ?

Martine BRUN : Oui.

7/ Contrat d'apprentissage.

Le Rapporteur EXPOSE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

VU le Décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,

VU le Décret n°93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,

CONSIDÉRANT que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés), d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une

administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre,

CONSIDÉRANT que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui,

CONSIDÉRANT l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 19/06/2023, il revient au Conseil Municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage,

PROPOSE

Le recours au contrat d'apprentissage,

De conclure dès la rentrée 2023 un contrat d'apprentissage.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Christophe REVIL : Nous sommes toujours très heureux d'accueillir des contrats d'apprentissage. Cela apporte un regard neuf et contribue à notre devoir de formation.

Dominique CAIROLA : La personne aura-t-elle un tuteur ?

Christophe REVIL : C'est obligatoire. Elle travaillera au sein du service environnement. Sous l'autorité d'Aurélia POSTOLY et en collaboration avec Julien PERRIER, et sera notamment missionnée sur l'étang des Bauches.

8/ Convention service commun accessibilité.

Grenoble Alpes Métropole propose une offre de service commun accessibilité. La Commune de Claix adhère à ce service depuis mai 2022 et bénéficie ainsi d'une prestation d'expertise et de formation de son personnel.

Grenoble Alpes Métropole propose d'ouvrir l'offre de service commun accessibilité à d'autres communes et aux CCAS.

Pour mettre en place ce service commun, la Commune de Claix est invitée à s'engager dans le cadre d'une convention de service commun. Les prestations seront réalisées à la demande de la Mairie, facturées au prorata du temps passé et imputées sur l'attribution de compensation.

CONSIDÉRANT l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 19/06/2023,

Le Rapporteur PROPOSE :

D'APPROUVER l'adhésion de la Commune de Claix au service commun accessibilité,

D'APPROUVER le projet de convention afférent en annexe,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention d'extension du service commun mutualisé.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

9/ Modification du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, expertise et engagement professionnel (RIFSEEP).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction publique, notamment ses articles L712-1, L712-2, L712-13, L713-1, L714-4 à L714-8,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique de l'Etat,

VU le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

VU la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

VU l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 19 juin 2023,

CONSIDERANT ce qui suit :

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la Fonction Publique de l'Etat est transposable à la Fonction Publique Territoriale, pour différents cadres d'emplois.

Le décret n°2020-182 du 27 février 2020 procède à la création d'équivalences provisoires pour permettre d'étendre l'application du RIFSEEP à d'autres cadres d'emplois.

Ce nouveau régime indemnitaire se substitue aux régimes institués antérieurement, hormis ceux pour lesquels un maintien est explicitement prévu.

Il se compose :

➤ D'une part fixe : indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE),

➤ D'une part variable : complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA).

La mise en place du CIA est obligatoire lors de l'adoption de la délibération portant mise en œuvre du RIFSEEP dans la collectivité (voir en ce sens la décision du Conseil Constitutionnel n° 2018-727 du 13 juillet 2018). Son attribution individuelle est, en revanche, facultative et dépend de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent qui sont appréciés dans le cadre de l'entretien annuel d'évaluation.

La Ville de Claix a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents afin de remplir les objectifs suivants :

➤ Construire une politique indemnitaire lisible,

➤ Se doter de leviers d'attractivité par des mécanismes souples et pilotables,

➤ Disposer de leviers managériaux clairs et incitatifs,

➤ Actualiser le régime indemnitaire et les montants afférents au regard des évolutions réglementaires.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les modalités de refonte du RIFSEEP.

PROPOSE

De remplacer le régime indemnitaire actuel par celui présenté ci-dessous :

Article 1 : Bénéficiaires

Conformément à la réglementation, les agents bénéficiaires des dispositions fixées par la présente délibération sont :

- Les agents stagiaires et titulaires à temps complet, non complet ou partiel,

- Les agents contractuels de droit public en CDI,

- Les agents contractuels de droit public chargés de mission avec un contrat d'une durée initiale d'un an minimum,

- Les agents contractuels de droit public sur un poste permanent vacant.

Sont exclus du bénéfice de la présente délibération :

- Les agents de droit privé,
- Les assistantes maternelles,
- Les collaborateurs de cabinet,
- Les agents vacataires,
- Les agents contractuels sur poste non permanent.

Les autres catégories d'agents non soumis au RIFSEEP continueront de percevoir tous les éléments actuels de leur rémunération, part mensuelle et le cas échéant primes ponctuelles ou annuelles.

Article 2 : Composantes du régime indemnitaire au titre du RIFSEEP

Le régime indemnitaire est constitué de deux parts conformément à la réglementation applicable :

1) Une part mensuelle dénommée IFSE « Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise » :

- L'IFSE fait l'objet d'un versement mensuel, soit 12 versements dans l'année pour une année civile complète,
- Le montant est déterminé en référence au groupe de fonctions du poste occupé par l'agent. Cette classification se fait sur la base de la catégorie du poste et selon le niveau de fonctions, de sujétions et d'expertises de la grille de critères définie par la Ville de Claix,
- Une part IFSE régie supplémentaire est maintenue pour les agents endossant le rôle de régisseur au sein de la Ville de Claix,
- Une part IFSE assistant de prévention supplémentaire est créée pour les agents endossant le rôle d'assistant de prévention au sein de la Ville de Claix.

2) Une part annuelle dénommée CIA « Complément indemnitaire annuel » :

Le CIA fait l'objet d'un versement annuel. Il vient récompenser l'engagement professionnel et la manière de servir des agents.

La décision d'attribution du CIA est faite lors de l'entretien professionnel.

Les montants de rémunération inscrits dans la présente délibération sont fixés pour des agents travaillant à temps complet, en équivalent temps plein (ETP). Les montants de rémunération indemnitaire attribués in fine le sont par arrêté individuel au prorata du temps effectif de travail de l'agent pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou temps non complet.

Les montants versés font l'objet d'un réexamen obligatoire mais sans revalorisation automatique :

- En cas de changement de fonctions ou d'emploi,
 - A minima tous les quatre ans en fonction des compétences individuelles acquises par l'agent au travers de son expérience professionnelle.
- L'ensemble des versements par agent est effectué dans la limite des plafonds déterminés et applicables à la Fonction Publique d'Etat.
- La période de référence de rémunération indemnitaire est une année civile complète : du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N concernée.

Article 3 : Détermination des groupes de fonctions

Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de fonctions, de sujétions et d'expertises requis dans l'exercice du poste occupé par les agents.

Au regard de sa fiche de poste, la collectivité répartit chaque poste entre différents groupes de fonctions selon les critères suivants :

Critères relatifs aux fonctions :

- Nombre d'agents encadrés
- Niveau hiérarchique
- Management de projet
- Engagement de sa responsabilité

Critères relatifs aux expertises

- Niveau de technicité requis
- Qualification nécessaire à l'exercice du poste
- Périmètre d'autonomie
- Diversité des domaines de compétences

Critères relatifs aux sujétions :

- Exposition aux risques physiques
- Obligations organisationnelles
- Pression du poste
- Relation usager

9 groupes de fonctions sont constitués sur la base de la catégorie des agents et de la cotation du poste par rapport aux critères définis ci-dessus :

- 3 groupes pour les agents de catégorie A : A1 ; A2 ; A3
- 3 groupes pour les agents de catégorie B : B1 ; B2 ; A3
- 3 groupes pour les agents de catégorie C : C1 ; C2 ; C3

Les postes sont répartis à l'intérieur de ces groupes de fonctions selon leur assujettissement aux critères cités ci-dessus.

Article 4 : Détermination des montants de l'IFSE

Afin d'harmoniser le régime indemnitaire des agents de la Ville de Claix, l'autorité territoriale met en place des montants minimum et maximum d'IFSE pour chaque groupe de fonctions.

Les montants maximum par groupe de fonctions ont été établis dans le respect des montants maximum fixés par l'Etat par cadres d'emplois. Le montant individuel de l'IFSE de chaque agent ne pourra pas dépasser les plafonds du cadre d'emploi prévus pour les fonctionnaires d'Etat.

Groupe de fonction	Cadres d'emplois du groupe de fonction	IFSE plafond mensuel	IFSE plafond annuel	Plafond de l'Etat IFSE
A1	Attaché Ingénieur Directeur général des services (2000 à 10000 hab)	3 017€	36 210€	36 210€
A2	Attaché Ingénieur Bibliothécaire Technicien	900€	10 800€	10 800€

	Rédacteur Animateur Adjoint administratif			
A3	Attaché Bibliothécaire Rédacteur Animateur Adjoint Administratif	900€	10 800€	10 800€
B1	Educateur des APS Technicien Rédacteur Assistant de conservation Agent de Maîtrise Adjoint Technique Adjoint d'animation	945€	11 340€	11 340€
B2	Rédacteur Technicien Animateur Assistant de conservation Adjoint du patrimoine Adjoint administratif Adjoint Technique	900€	10 800€	10 800€
B3	Technicien Rédacteur Animateur Assistant de conservation Adjoint Administratif Adjoint du patrimoine	900€	10 800€	10 800€
C1	Adjoint technique Adjoint d'animation Adjoint administratif Agent social ATSEM	945€	11 340€	11 340€
C2	Adjoint technique Adjoint d'animation Adjoint administratif Agent social ATSEM	900€	10 800€	10 800€
C3	Adjoint technique Adjoint d'animation Adjoint administratif Agent social ATSEM	900€	10 800€	

ARTICLE 5 : La part IFSE régie

La part IFSE régie est maintenue en l'état des dispositions de la délibération 67 du conseil municipal de la Ville de Claix tenu le 29 septembre 2018.

Pour rappel :

Montant maximum de l'avance pouvant être consentie	Montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des	Montant de la part IFSE Régie annuelle
--	---	--	---

		recettes effectuées mensuellement	
Jusqu'à 3000	Jusqu'à 3000	Jusqu'à 3000	110
De 3 001 à 4 600	De 3 001 à 4 600	De 3 000 à 4 600	120
De 4 601 à 7 600	De 4 601 à 7 600	De 4 601 à 7 600	140
De 7 601 à 12 200	De 7 601 à 12 200	De 7 601 à 12 200	160
De 12 200 à 18 000	De 12 201 à 18 000	De 12 201 à 18 000	200
De 18 001 à 38 000	De 18 001 à 38 000	De 18 001 à 38 000	320
De 38 001 à 53 000	De 38 001 à 53 000	De 38 001 à 53 000	410
De 53 001 à 76 000	De 53 001 à 76 000	De 53 001 à 76 000	550
De 76 001 à 150 000	De 76 001 à 150 000	De 76 001 à 150 000	640
De 150 001 à 300 000	De 150 001 à 300 000	De 150 001 à 300 000	690
De 300 001 à 760 000	De 300 001 à 760 000	De 300 001 à 760 000	820
De 760 001 à 1 500 000	De 760 001 à 1 500 000	De 760 001 à 1 500 000	1 050
Au-delà de 1 500 000	Au-delà de 1 500 000	Au-delà de 1 500 000	46 par tranche de 1 500 000 minimum

Article 6 : La part IFSE assistant de prévention

La Ville de Claix décide d'attribuer une part fixe IFSE distincte de la part liée au poste et ce dans le respect des plafonds règlementaires.

Cette part IFSE « assistant de prévention » sera versée mensuellement à chaque agent désigné assistant de prévention au sein de la collectivité.

Le montant mensuel de la part IFSE « assistant de prévention » est fixé à 30 euros soit un plafond annuel maximum de 360 euros.

Article 7 : Détermination des modalités d'attribution et du montant du CIA

Le CIA est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir, appréciés, sur la base d'une évaluation annuelle et versé annuellement

Afin de faciliter l'appropriation du CIA par ses agents, la Ville de Claix a précisé les notions de manière de servir et d'engagement professionnel par des critères qui serviront de points de repère dans l'attribution du CIA.

Ces critères sont :

- Esprit d'initiative, innovation,

- Esprit d'équipe,

- Qualité du travail,

- Développement de ses compétences,

- Mobilisation individuelle face à l'augmentation de la charge de travail.

Le CIA est attribué dans sa totalité ou n'est pas attribué à l'agent en fonction d'une évaluation globale et qualitative de son engagement professionnel et de sa manière de servir sur l'année écoulée.

Le montant maximum annuel du CIA est de 500 euros.

Le CIA étant une prime liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent, une durée effective de présence au sein de la Ville de Claix de 6 mois minimum sur l'année écoulée au moment de l'évaluation professionnelle sera requise pour y être éligible.

Article 8 : Le maintien du montant du régime antérieur à titre individuel

Lors de l'instauration du RIFSEEP, il est décidé de maintenir le niveau indemnitaire mensuel perçu antérieurement par l'agent.

Ce montant doit prendre en compte les régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu, ainsi que, le cas échéant, ceux liés aux résultats. L'intégralité de ce montant antérieur est maintenu, dans ce nouveau régime RIFSEEP, au titre de l'IFSE. Ce niveau doit être maintenu jusqu'à ce que le fonctionnaire change de poste.

Si le montant de l'indemnité correspondant au nouveau poste s'avérait inférieur au montant qui lui était maintenu, le régime indemnitaire de l'agent pourrait diminuer.

Article 9 : Le sort du régime indemnitaire en cas d'absence

Il appartient aux collectivités de prévoir le maintien des primes et indemnités dans leur délibération en veillant à ne pas accorder de droits plus favorables à ceux octroyés par l'Etat à ses agents conformément au principe de parité.

Concernant les jours de maladie ordinaire, le maintien du régime indemnitaire est aligné sur la période de maintien du traitement indiciaire. Les primes sont maintenues en intégralité pendant les périodes de plein traitement et réduit de moitié pendant les périodes à demi-traitement.

Par ailleurs, le décret ne prévoit pas de règle de maintien du régime indemnitaire pour les agents placés en congé de longue maladie ou longue durée. En conséquence et dans le respect du principe de parité, les collectivités et les établissements publics associés ne peuvent pas mettre en œuvre de dispositif qui garantirait le maintien des primes lors de ces types de congés.

Le régime indemnitaire est en revanche maintenu pour :

- Les congés maternité,
- Les jours d'arrêts liés à un accident de service ou à une maladie professionnelle,
- Les congés bonifiés,
- Les autorisations d'absences,
- Les congés annuels,
- Les RTT,
- Les absences pour formation,
- Les agents en temps partiel thérapeutique.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Dominique CAIROLA : Peut-on avoir un pourcentage de l'écart entre les catégories les plus basses et les plus hautes ?

Béatrice BERTHON : La grille est très compliquée, nous pourrions vous donner le détail.

Christophe REVIL : C'est un effort de la collectivité à hauteur de 107 000 euros pour la ville et le CCAS. Les postes sont catégorisés par groupes de fonction. Les représentants du personnel et le CST ont validé ces propositions. 77% des agents seront revalorisés. Cela nous repositionne en avant des collectivités attractives. Le régime indemnitaire permet également de saluer l'effort de nos agents. Depuis 10 ans, aucune évolution de ce régime n'avait été entreprise. Je remercie les agents qui se sont investis, autour de Madame la directrice générale des services, au fil des réunions pour cette refonte.

10/ Régime Indemnitaire de la Police Municipale.

Le Rapporteur EXPOSE au Conseil Municipal

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 modifié relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

VU le Décret n° 2000-45 du 20 janvier 2000 modifié relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

VU l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité,

Le régime indemnitaire des agents relevant de la filière police municipale n'entre pas dans le cadre du RIFSEEP et fait l'objet d'une construction autonome, avec une grille spécifique résultant de l'article 68 de la loi du 16 décembre 1996 et par dérogation à l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

Cette particularité est liée à la spécificité des fonctions exercées et de l'absence de corps assurant des missions équivalentes dans la fonction publique d'Etat.

Les agents de Police Municipale peuvent prétendre à un régime indemnitaire basé sur l'indemnité d'administration et de technicité cumulé à l'indemnité spéciale mensuelle de fonction de police municipale, indemnité calculée en appliquant un taux individuel au montant mensuel du traitement indiciaire.

CONSIDERANT l'avis du Comité Social Territorial du 19 juin 2023,

PROPOSE d'octroyer aux policiers municipaux à compter du 1^{er} septembre 2023 :

Un régime indemnitaire qui s'appuiera sur l'IAT (Indemnité d'Administration et de Technicité), tant qu'ils ne seront pas éligibles au RIFSEEP. Le montant de l'attribution de l'IAT se calcule selon un coefficient multiplicateur d'ajustement compris entre 0 et 8 du montant de référence annuel.

Grades	Coefficient retenu	Montant brut mensuel
Gardien Brigadier	5.08	208€
Brigadier-chef principal	4.87	208€
	8	342€
Chef de service de police municipale *	7.34	377€

* Les chefs de service de police municipale ouvrent droit au versement de l'IAT quel que soit leur Indice Brut, dès lors qu'ils effectuent des missions impliquant la réalisation effective d'heures supplémentaires (IHTS).

L'indemnité spéciale mensuelle de fonctions de police municipale comme suit :

Grades	Indemnité spéciale mensuelle de fonction
Gardien Brigadier / Brigadier	Taux individuel maximum : 20% du traitement mensuel soumis à retenue pour pension
Brigadier-chef principal	Taux individuel maximum : 20% du traitement mensuel soumis à retenue pour pension
Chef de service de police municipale (jusqu'au 3 ^{ème} échelon)	Taux individuel maximum : 20% du traitement mensuel soumis à retenue pour pension
Chef de service de police municipale (à compter du 4 ^{ème} échelon)	Taux individuel maximum : 30% du traitement mensuel soumis à retenue pour pension
Chef de service de police municipale principale de 2 ^{ème} classe (1 ^{er} échelon)	Taux individuel maximum : 22% du traitement mensuel soumis à retenue pour pension
Chef de service de police municipale principale	Taux individuel maximum : 30% du traitement

de 2 ^{ème} classe (à compter 2 ^{ème} échelon)	mensuel soumis à retenue pour pension
Chef de service de police municipale principale de 1 ^{ère} classe	Taux individuel maximum : 30% du traitement mensuel soumis à retenue pour pension

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

11/ Etude de projet de protection contre les chutes de blocs sur la falaise du bois du Perthuis –

Demande de subvention

- VU l'événement de chute de blocs constaté en novembre 2022,
- VU les articles L.2212-2 5° et L.2212-4 du CGCT, mettant à la charge du Maire, titulaire des pouvoirs de police municipale, une obligation générale de prévention des accidents naturels et une obligation à prendre des mesures en cas de danger grave ou imminent,
- VU la loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement et portant création du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), dit « fonds Barnier »,
- VU l'arrêté du 12 janvier 2005 relatif aux subventions accordées au titre du financement par le fonds Barnier,

EXPOSE que suite à l'éboulement intervenu allée de la Chenaie, la commune a commandé auprès des services de la Restauration des Terrains de Montagne (RTM) une étude de l'aléa chute de blocs sur l'ensemble de la falaise du Bois du Perthuis, compte tenu de l'exposition à cet aléa d'habitations, de jardins et de voiries attenantes.

Le service RTM a rendu son premier rapport sur la définition de l'aléa chute de blocs et formulé des propositions de sécurisation au stade d'avant-projet (AVP). Il convient désormais de poursuivre et approfondir l'étude au niveau projet (PRO) afin de développer les solutions retenues par la commune (dimensionnement et implantation des ouvrages, réalisation des plans des ouvrages, etc.).

Pour la réalisation de ce travail, la commune souhaite solliciter le soutien de l'Etat au titre du fonds Barnier et du fonds Vert pour une participation financière respectivement à hauteur de 50% et 30% des frais d'étude.

Le plan de financement prévisionnel pour la réalisation de cette étude est le suivant :

DEPENSES € HT		RECETTES € HT	
Etude de projet (PRO) de protection contre les chutes de blocs – secteur bois du Perthuis	5 368.50€	Fonds Barnier 50%	2 684.25€
		Fonds Vert 30%	1 610.55€
		Commune 20%	1 073.70€
TOTAL	5 368.50€		5 368.50€

CONSIDERANT la nécessité pour la commune de procéder de façon approfondie à l'étude de la zone exposée au risque de chute de blocs pour répondre à son obligation de prévention consécutive à la survenue d'un événement,

PROPOSE au Conseil Municipal :

De solliciter auprès de l'Etat une participation financière au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs et du fonds Vert.

D'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toute démarche nécessaire à l'application de la délibération.

Modalités de vote : à l'accueil (29 votants)

12/ Autorisation donnée au Maire de signer la convention de rétrocession relative au projet LES HAUTS DE LA RONZY

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2121-29,

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L251-1 et suivants et R 251-1 et suivants,

VU le projet de convention joint à la présente délibération,

VU les annexes à la convention jointes à la présente délibération,

VU le Projet Urbain Partenarial (PUP) adopté par délibération du Conseil municipal du 15 Décembre 2022 et du Conseil métropolitain du 16 Décembre 2022, portant sur le secteur de projet visant à améliorer les espaces publics avoisinants et la création d'un parc public paysagé d'une superficie de 6793 m²,

Le rapporteur EXPOSE à cette fin qu'un projet de convention de rétrocession est présentement soumis aux membres du Conseil Municipal.

Ce projet a pour objet de définir les modalités du transfert dans le patrimoine de la Ville de Claix de certains espaces communs de l'ensemble immobilier et de définir les conditions dans lesquelles ils seront réalisés et réceptionnés, en application de l'article R. 431-24 du Code de l'urbanisme.

Pour rappel, la SCCV LES HAUTS DE RONZY projette de réaliser une opération de construction portant sur deux unités foncières sises à CLAIX, au lieu-dit le Bourg :

- La première, propriété des consorts DE ROYER DUPRE, consistant en un tènement non bâti d'une contenance d'environ 14 495 m² à distraire des parcelles cadastrées Section AI numéro 487, 488 et 831.

- La seconde, propriété de la Collectivité, consistant en un tènement dépendant à ce jour du domaine public (parc communal), d'une contenance d'environ 4 925 m² à distraire de la parcelle cadastrée Section AI numéro 760, devant faire l'objet d'un déclassement.

Sur ces emprises, un dossier de demande de permis de construire valant division a été déposé le 20 décembre 2022 et est en cours d'instruction.

Ce projet objet de la demande de permis de construire prévoit la réalisation d'un ensemble immobilier à destination principale de logements développant une surface de plancher de 6055 m² répartie en 79 logements, dont 40% de logements locatifs sociaux, et 1 local d'activités compris dans cinq bâtiments, ainsi que la division des deux unités foncières susvisées en 5 tènements :

- Tènement 1 supportant trois bâtiments de 47 logements en accession ;
- Tènement 2 supportant deux bâtiments comportant 32 logements locatifs sociaux et 1 local d'activités.;
- Tènement 3 supportant la voie de desserte de l'opération ainsi que divers cheminements et espaces paysagers intéressant les tènements 1 et 2 ;
- Tènement 4 correspondant à un parc arboré patrimonial destiné à être rétrocédé à la commune de Claix en vue de sa conservation et de son embellissement ;
- Tènement 5 correspondant à un tènement devant être rétrocédé à la Commune de Claix et sur laquelle s'effectuera l'accès à l'ensemble immobilier.

Considérant l'opportunité pour la Commune de Claix d'aménager un nouveau parc public, plus spacieux, plus accessible et plus qualitatif,

Considérant l'opportunité pour la commune de Claix de permettre le développement de 32 logements locatifs sociaux complémentaires à l'offre existante,

PROPOSE au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la présente convention.

Modalités de vote : à la majorité (29 votants)
25 voix pour l'approbation
04 abstentions du groupe « Claix avec vous »

Isabelle MOFFELEIN : Le permis de construire est toujours en cours d'instruction ?

Peut-on inverser le parking pour l'éloigner de la crèche qui va déjà être impactée par le trafic en provenance des nouveaux immeubles ? Ou se trouvera le futur cheminement qui rejoindra l'allée des grands champs et à qui il appartiendra ?

Isabelle COMTE DELPLACE : Dans le projet vous nous avez transmis les annexes du PUP ? les équipements payés par la Métro seront d'un montant de 907 827 et de 683 871 euros pour la commune ? Donc au total 1,6M euros ?

Patrick ROUSSET : Le permis de construire est en cours d'instruction. Le troisième tènement sera pour l'usage d'autres projets, avec une desserte pour l'Auguste, un cheminement le long du cimetière pour rejoindre le centre bourg. Il permettra de rejoindre l'allée des Grands Champs.

Christophe REVIL : On voit le cheminement sur le plan. Un autre est fait derrière le cimetière. L'instruction donne un avis sur ce qui est proposé. Les parkings sont en souterrain, sauf pour les visiteurs ou mutualisation. Concernant le PUP : la délibération a été présentée en décembre 2022, avec l'ensemble du détail.

13/ Attribution de subvention au groupe « Les Compacabanas » membre de l'association SGDF 38

VU le code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération n° 25/2023 du 22 février 2023 relative à « l'attribution et au versement des subventions aux associations pour 2023 » ;

VU le dispositif Claix Initiatives Jeunes de la Direction Education Jeunesse proposant un soutien aux projets portés par les jeunes Claixois âgés de 16 à 25 ans, constitué en association ;

CONSIDERANT la demande de subvention de l'association Scouts et Guides de France SGDF 38 menée par 7 jeunes âgés de 18 à 19 ans souhaitant participer, en partenariat avec l'association marocaine Tawaya, à un projet solidaire et interculturel avec une dimension éco responsable, dans le village de R'bat (Haut Atlas), pendant un mois et demi (du 17 juillet au 31 août 2023) : rénovation de bâtiments scolaires, ateliers de formation à l'agriculture biologique, animations pour les enfants du village.

PROPOSE d'attribuer une subvention de 2 000,00 € à l'association Scouts et Guides de France SGDF38.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Isabelle COMTE DELPLACE : Nous n'avons pas bénéficié de restitution en conseil des précédents projets.

Luc MARTIGNAGO : Tous les ans les compagnons qui partent font une restitution aux parents avec un repas servi. Il est ouvert à tous et nous serons les bienvenus.

Sylvie ALPHONSE : Le projet de Trail de Claix n'appelait pas de restitution, il était public et ouvert à tous. Les jeunes du projet « Talent for futur » ont organisé un atelier avec les jeunes de l'Oxy'jeunes. Ceux du projet « Ocean Trotter » doivent nous fournir un petit film, mais ne sont pas encore revenus.

14/ Subventions exceptionnelles aux associations œuvrant dans le domaine du patrimoine historique

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1611-4, L.2121-29, L.2311-7 ;

VU la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et suivants ;

VU la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

VU le budget communal de l'exercice en cours ;

La ville de Claix apporte son soutien financier à de nombreuses associations pour les aider à pérenniser et développer leurs activités, à mener des projets, mettre en place de nouvelles actions ou événements. Elle le fait sur la base des demandes de subvention reçues, en tenant compte notamment de critères tels que le niveau d'activités des associations, leur nombre d'adhérents, l'accès aux actions proposées par les plus larges publics, leur contribution à l'animation de la ville, ou encore la part des fonds propres mobilisés par le porteur du projet.

CONSIDERANT l'engagement de la ville de Claix pour accompagner la mise en place des projets associatifs dans le cadre des Journées Européennes du Patrimoine.

CONSIDERANT que dans le cadre de sa politique de soutien à la vie culturelle et patrimoniale, la Ville de Claix apporte une aide logistique et financière aux associations agissant dans ces domaines.

CONSIDERANT que l'aide financière se traduit par l'attribution de subventions qui peuvent être de nature à accompagner le fonctionnement de l'association, ses projets d'investissement ou encore des projets exceptionnels.

CONSIDERANT les demandes de subventions exceptionnelles formulées par les associations patrimoniales Claix Patrimoine et Histoire, ainsi que par Les Amis du Fort de Comboire, pour les soutenir dans le cadre de la mise en place de leurs projets pour les Journées Européennes du Patrimoine 2023.

PROPOSE l'attribution et le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 1 000€ (mille euros) pour l'association Claix Patrimoine et Histoire et d'un montant de 2 500€ (deux mille cinq cents euros) pour l'association Les Amis du Fort de Comboire afin de les soutenir dans la mise en place de leurs projets à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine 2023.

Isabelle COMTE DELPLACE : J'avais fait la demande à Mme Rocha de scinder la délibération en deux.

Christophe REVEL : Il est possible d'avoir une délibération avec deux demandes de subvention, et deux votes. Je félicite nos associations, ce samedi 16 septembre sera un samedi riche en événements.

Yannick PASDRMADJIAN : Je remercie les Amis du Fort de Comboire, ils ont pris en compte notre demande sur l'organisation de cet événement qui ramène bcp de monde.... Avant c'était les voitures qui montaient, aujourd'hui navettes car ENS.

Modalités de vote – Association Claix Patrimoine et Histoire : à l'unanimité (29 votants)

Modalités de vote – Les amis du fort de Comboire : à l'unanimité (29 votants)

15/ Subvention exceptionnelle à l'association de l'établissement EREA Pierre Rabhi de Claix

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1611-4, L.2121-29, L.2311-7,

VU la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et suivants,

VU la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,

VU le budget communal de l'exercice en cours,

CONSIDERANT que dans le cadre de sa politique de soutien à la vie associative, la ville de Claix accompagne notamment la mise en œuvre des activités et projets associatifs qui favorisent des actions d'inclusion en apportant une aide logistique et financière,

CONSIDERANT que l'aide financière se traduit par l'attribution de subventions qui peuvent être de nature à accompagner le fonctionnement de l'association, ses projets d'investissement ou encore des projets exceptionnels,

CONSIDERANT l'engagement de la Ville de Claix pour accompagner la mise en place de son projet associatif 2023, notamment dans le cadre de l'organisation d'un tournoi sportif national de foot A7,

CONSIDERANT que le montant des aides proposées se fait sur la base des demandes de subventions reçues, en tenant compte notamment de critères tels que le niveau d'activité des associations, leur nombre d'adhérents, l'accès aux actions proposées, leur contribution à l'animation de la ville, ou encore la part des fonds propres mobilisés par le porteur de projet,

CONSIDERANT la demande de subvention exceptionnelle formulée par le proviseur de l'établissement, Mr Raspail pour son association sportive afin de l'accompagner dans le cadre de la mise en place de son événement footballistique sur la Commune en date du 22 au 26 mai 2023,

PROPOSE l'attribution et le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 500€ à l'association.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Isabelle MOFFELEIN : C'est une très belle initiative ! La subvention paraît bien faible au regard de l'événement et des dépenses engagées.

Martine BRUN : Il faut bien voir ce que représentait cet événement : l'hébergement de 70 personnes, la rémunération d'arbitres.... Nos associations sont de plus nombreuses et actives.

Christophe REVIL : La subvention correspond au montant demandé par l'EREA.

16/ Subvention exceptionnelle à l'association Prévention Routière de Grenoble

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1611-4, L.2121-29, L.2311-7,

VU la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et suivants,

VU la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,

VU le budget communal de l'exercice en cours,

CONSIDERANT que dans le cadre de sa politique de soutien à la vie associative, la ville de Claix accompagne notamment la mise en œuvre des activités et projets associatifs qui œuvrent en faveur de la prévention en apportant une aide logistique et financière,

CONSIDERANT que l'aide financière se traduit par l'attribution de subventions qui peuvent être de nature à accompagner le fonctionnement de l'association, ses projets d'investissement ou encore des projets exceptionnels,

CONSIDERANT que le montant des aides proposées se fait sur la base des demandes de subventions reçues, en tenant compte notamment de critères tels que le niveau d'activité des associations, leur nombre d'adhérents, l'accès aux actions proposées, leur contribution à l'animation de la ville, ou encore la part des fonds propres mobilisés par le porteur de projet,

CONSIDERANT la demande de subvention exceptionnelle formulée par l'association Prévention Routière de Grenoble afin de pérenniser ses actions et appuyer le développement de ses ateliers pédagogiques auprès des différents publics,

CONSIDERANT la volonté de la Ville de Claix pour développer un projet pédagogique de sensibilisation sur les risques routiers en direction des collégiens,

PROPOSE l'attribution et le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 250€ à l'association,

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Isabelle MOFFELEIN : Pourquoi 250 euros et pour quel objet ?

Martine BRUN : Il faut rémunérer l'intervenant, le besoin d'agent, de matériel, cela représente du travail et répond à la demande de l'association.

Questions orales posées par écrit par Michel Brun-Picard, groupe Claix Avec Vous

QUESTION 1 / Franchissement pont autoroute échangeur des Bauches sortie N°10

Deux programmes immobiliers vont très prochainement voir le jour rue Lesdiguières (60 logements en plus de l'existant)

Beaucoup de personnes circulent déjà ou circuleront à pied, vélo, trottinette, et Poussette ! pour se rendre et revenir des commerces de Pont Rouge mais aussi beaucoup d'élèves de L'EREA ou de l'IMPRO.

Le FRANCHISSEMENT du Pont n'est pas du tout sécurisé va-t-on enfin voir la réalisation d'une voirie totalement sécurisée. Et dans quel délais en espérant que cela soit fait avant la livraison de tous ces nouveaux logements. »

Christophe REVIL : Le pont n'est quand même pas totalement insécurisé mais ce n'est pas satisfaisant. C'est une compétence métropolitaine depuis 2015. Nous demandons des travaux sur ce pont depuis longtemps, mais ce pont est sur la commune de Varcès, et pas sur la commune de Claix. AREA a aussi en partie la charge de cet ouvrage. Je rappelle qu'il y a deux ans, nous avons obtenu dans un premier temps la réhabilitation des joints du pont.

QUESTION 2/ Avenue de la Libération

Des habitants de la cité Metafram se plaignent du manque d'entretien des haies et buissons qui débordent le long des trottoirs la végétation gêne les déplacements et le croisement des personnes, vélos et trottinettes, surtout pour les personnes âgées se déplaçant en déambulateur et les mamans avec des poussettes

Ces abords ont été rétrocédés par le lotissement à la commune lors des derniers aménagements de l'avenue de la Libération, C'est donc à la commune d'en assurer l'entretien, pourriez donc programmer les travaux nécessaires pour faciliter la vie des riverains ? »

Christophe REVIL : Nous avons 10 agents au sein du service Espaces Verts et Publics. Je salue le travail remarquable qu'ils effectuent. En cette période de l'année avec un climat humide la végétation est particulièrement vivante. Ils gèrent presque 20ha d'espaces communaux. 8000m2 de massifs d'arbustes, 3km de longueurs de haies. L'entretien sera réalisé, soyez patients et indulgents.

QUESTION 3/ Nouveau quartier Clinique du Coteau

Vitesse rue du Coteau: Comment réduire la vitesse excessive des voitures sur la rue du Coteau en provenance de la rue de la Balme? Les sorties de la copropriété Villa Verdana sont risquées malgré les stops qui s'y trouvent. Le temps de marquer le stop, de faire les vérifications gauche/droite, les voitures descendent tellement vite que cela est dangereux. Peut-être pourrait-il être envisagé de déplacer le stop situé à l'intersection rue du Coteau/ chemin de font ratel, sur la rue du Coteau? Plus globalement comment travailler à réduire la vitesse dans notre commune ? »

Christophe REVIL : Nous sommes face à certaines contraintes réglementaires. Les travaux dans l'ancien bâtiment du Coteau se poursuivent. Nous ferons le point quand l'ensemble des logements auront été attribués, pour avoir un état des lieux le plus précis possible. D'autres aménagements sont prévus sur le reste de la commune pour faire respecter le code de la route. En parallèle, nous poursuivons notre travail de contrôle de la vitesse, rappelant que dans une zone 20, on roule à 20 km/h, etc.

Question orale posée par Corinne Rangod, groupe Aux Côtés des Clairois

QUESTION 4/

Bonsoir à tous

Dans son dernier numéro « Claix de l'info », le groupe d'opposition a rédigé un article sur le local professionnel de l'ancienne cure. Plein d'inexactitudes, de mensonges et de sous-entendus, ce texte laisse croire qu'en tant que conseillère municipale, j'aurais bénéficié de favoritisme pour la mise à disposition de ce local.

Dans ce tract :

- Vous m'attaquez publiquement en tant qu'élue,
 - Vous m'attaquez aussi en tant que personne physique, dans un village de 8000 habitants, où bon nombre d'entre nous, nous connaissons,
 - Vous jetez également l'opprobre sur mon entreprise Depuis sa création avec mon mari, il y a 6 ans, notre entreprise a traversé des crises successives : le covid, les gilets jaunes, la guerre en Ukraine.
 - o Nous travaillons pour élever nos enfants dont 3 sont en études supérieures
 - o Nous travaillons également pour soutenir et transmettre : nous avons deux employés, l'un clairois, en alternance (Mathilde), l'autre Kurde de Syrie, en insertion professionnelle (Talal)
 - o Nous travaillons enfin pour développer le tissu associatif local en étant partenaire de clubs sportifs.
- Je vous demande d'arrêter la distribution de votre publication, de publier et distribuer un correctif aux clairois. Je porte plainte contre votre association pour diffamation en tant qu'élue, en tant que personne physique et en tant que personne morale.

Au nom de Mathilde, Talal, Renaud et mes enfants, je vous demande quand et comment vous comptez rétablir la vérité en me permettant de faire valoir un droit de réponse à cet article mensonger et diffamatoire ?

Christophe REVIL : Cela me donne aussi l'occasion d'évoquer les travaux dans l'ancienne cure pour une mise au point. Je veux dire aux rédacteurs des « Claix de l'Info » que

- jamais la cure de Claix n'a appartenu à la commune
- que son propriétaire L'ASSOCIATION DIOCESAINE DE GRENOBLE a décidé sa vente et a négocié avec des acheteurs dans le cadre de transactions totalement privées dans laquelle la commune n'a eu à intervenir à aucun moment
- que jamais la commune n'y a investi le moindre centime pour la restauration du local d'activité (qui a lui aussi été l'objet d'une transaction purement privée)

Donc écrire « la commune a fait récemment de lourds travaux d'investissements pour la rénovation du bâtiment de la cure » est faux. Ecrire que la commune a subventionné un local à usage professionnel est

un faux. Et écrire que pour ce local d'activité « il n'y a pas eu d'appel d'offre » en sous entendant que son attribution à une conseillère municipale a donné lieu à un passe-droit est une allégation grave qui relève de la diffamation. Je voulais dire que je trouve cela inadmissible, indigne d'élus qui se disent attaché à la qualité du débat public et que j'ai bien l'intention de ne pas en rester là. C'est une question de respect et surtout d'honnêteté vis-à-vis des Claixois.

Je partage donc l'émotion de Corinne. Quand et comment comptez-vous rétablir la vérité ?

Isabelle COMTE DELPLACE : L'association vous tiendra au courant.

Date du prochain Conseil Municipal le 28 septembre 2023

Modalités de vote : à la majorité (28 votants)

24 Voix pour l'approbation du présent procès-verbal

04 voix contre du groupe « Claix avec vous »

01 Monsieur Jean Maurice PERINEAU ne prend pas part au vote

Le secrétaire de séance

Martine BRUN

Le Maire

Christophe REVIL

